

National 3

Christian Levrat:
une nomination
symbolique

Genève 5

Pour la création
d'emplois écologiques
et solidaires

cahier émancipationS 8-9

Le panafricanisme
contre «*le présent
colonial*»

Féminisme 10

Pas de
criminalisation de
la Grève féministe!



Édito

PREMIER MAI: UNE ÉTAPE VERS LA CONVERGENCE DES LUTTES

Le 1^{er} mai prochain, c'est une fête au goût amer que les organisations syndicales et les partis de la gauche large célébreront. Après plus d'un an de Covid, il est désormais évident que leurs droits ainsi que la protection de leur santé passent après les profits.

Comme nous le rappelions dans l'édito du n° 384, l'économie

mondiale se trouve aujourd'hui dans une situation de crise avancée. Le monde du travail se trouve durement impacté.

Dans le domaine de la santé, les travailleurs-euses mobilisé-e-s en première ligne ont dû faire face à des attaques répétées contre leurs conditions de travail, dont un allongement des rythmes et des horaires

(plus de 60 heures par semaine). Ces détériorations proviennent de décisions politiques prises dans l'urgence, au moment où la pandémie menaçait de devenir incontrôlable. Elles auraient pu être évitées si le secteur de la santé n'était pas victime, depuis plusieurs décennies, de politiques d'austérité et de tentatives de

privatisation. Les appels répétés du personnel soignant pour réclamer une revalorisation salariale et une augmentation générale des moyens alloués au secteur restent, à l'heure actuelle, sans réponse.

Dans le secteur privé, les syndicats ont lancé en mars 2020 un appel pour une fermeture de tous les secteurs non essentiels, ignoré par les autorités fédérales. Des centaines de travailleurs-euses ont ainsi continué à se rendre sur leur lieu de travail, sans réelles mesures de protection. →

Votations

4

AGRICULTURE: MESSAGES CLAIRS, MESURES FLOUES

Dans le secteur de la construction, des conditions sanitaires déplorable ont été dénoncées à de nombreuses reprises, sans réelle augmentation des contrôles de l'inspection du travail. Dans le secteur de la vente, les salarié·e·s n'ont bénéficié d'aucune prime conséquente pour leur travail au plus fort de la première vague. Les demandes pour disposer de matériel de protection en suffisance ont à peine été entendue.

Au plus fort de la pandémie, un quart de la population active dépendait des RHT qui, rappelons-le, ne donnent habituellement accès qu'à 80 % du salaire habituel. Il a fallu attendre décembre 2020 pour que les très petits salaires (moins de 3470 francs) obtiennent une garantie de revenu à 100 %. Les personnes avec des contrats de travail précaires ne peuvent de plus bénéficier de ces indemnités. C'est le cas des travailleuses de l'économie domestique ou des travailleuses du sexe. Elles ont ainsi vu leur revenu disparaître du jour au lendemain.

Ces 12 derniers mois auront au moins permis de replacer au centre du processus de production et de reproduction les travailleurs·euses et leur force de travail. Sans elleux, notre société ne peut pas tourner. Et iels ont continué à faire entendre leur voix : à travers le monde, les luttes salariées se sont multipliées ces derniers mois, avec une grève massive des travailleurs·euses des plateformes de livraison en Italie, ou encore la mobilisation des livreurs·euses Deliveroo en France et en Angleterre en mars dernier.

Le 1^{er} Mai prochain, nous descendrons dans la rue pour exiger un changement de cap dans la gestion de crise. Au lieu des profits d'une infime minorité possédant les moyens de production, nous défendons une solidarité entre et avec l'ensemble des travailleurs·euses. Au-delà de cette échéance, nous devons nous engager pour une articulation des luttes syndicales avec celles des militant·e·s des mouvements pour la défense du climat, féministe ou anti-raciste. La Grève pour l'Avenir du 21 mai prochain constituera un premier pas dans cette direction.

Noémie Rentsch

MANIFESTATIONS DU 1^{er} MAI

Fribourg	12 h 30	Place Python	Rassemblement puis cortège
Genève	11 h	Esplanade d'Uni Mail	Rassemblement
	14 h	Boulevard James-Fazy Plainpalais	Départ du cortège
Neuchâtel	13 h 30	Place de la Gare	Départ du cortège
	15 h 00	Collège de la Promenade	Arrivée

Genève

CYCLE DE CONFÉRENCES ET DE FORMATIONS DE SOLIDARITÉS

ME 5 MAI 20 H
MONDE DU TRAVAIL, SYNDICALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE
Avec **Annick Coupé**, anc. responsable du syndicat Solidaires et membre de la direction d'ATTAC et **Manolo Gari**, économiste, militant syndical et d'Anticapitalistas (État espagnol).

LU 18 MAI 20 H
INTRODUCTION À LA PENSÉE DE DANIEL BENSÄID
Avec **Patrick Le Moal** responsable de formation au NPA et coordinateur du dernier livre sur Daniel Bensaïd. Formation coorganisée avec Jeunesse Solidaire, groupe jeunes de solidaritéS Genève.

Ces formations sont ouvertes à toutes et à tous. Il suffit d'écrire à info@solidarites.ch pour recevoir le lien Zoom.

LA GRÈVE FÉMINISTE A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

CAGNOTTE COLLECTIF GF VAUD :
Grève féministe, Femmes en Mouvement
1000 Lausanne
CCP 17-367805-3
IBAN CH06 0900 0000 1736 7805 3

Voir article page 10

SOUTENEZ LA ZAD DE LA COLLINE

→ zaddelacolline.info

Voir article page 6

Appel

500K: SOLIDARITÉ AVEC LES ANTIFASCISTES DE BASEL NAZIFREI

Le 24 novembre 2018, plus de 2000 personnes se sont mobilisées pour empêcher une marche d'extrême droite du PNOS (Parti des Suisses d'orientation nationale) à Bâle. La contre-manifestation populaire et antifasciste Basel Nazifrei avait réussi à stopper les néo-nazis et la mobilisation contre avait été un grand succès.

Ce courage civique a maintenant de lourdes conséquences : de nombreux·ses manifestant·e·s sont actuellement criminalisé·e·s. Dans toute la Suisse, le parquet de

Bâle a procédé à des perquisitions à domicile et engagé des poursuites pénales. 40 personnes au total sont accusé·e·s de différents délits à cause de leur participation à la contre-manifestation antifasciste. L'objectif de la campagne 500K est de soutenir ces personnes financièrement et les aider dans leurs procédures judiciaires.

N'abandonnons pas celles et ceux qui ont eu le courage de s'opposer à l'extrême-droite !

Pour faire des dons ou pour plus d'informations : 500k.ch

Impressum
23 n° par an
Éditeur
Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E journal@solidarites.ch
W solidarites.ch/journal

Titrage
5 000 exemplaires
Iriana Lodeiro
Julien Nagel
Pierre Rogboud
José Sanchez
Thomas Vochetta
Clara Almeida Lozar
Joseph Daher
Cornelia Hummel
Margaux Long
Gabriella Lima

Pascal Vosticki
Françoise Wos
Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Couverture
Niels Wehrspann avec
Coraline Beyeler
Photos: DR
Marc Leemann
Guy Rouge

Abonnements
Annuel fr. 80
Étudiant·e·s, chômeur·euses, AVS/Al... 40
Soutien 150
3 mois à l'essai Gratuit
Pour payer: CCP 17-216950-1
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: abos@solidarites.ch

Contacts régionaux du mouvement
Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T +41 22 740 07 40
E info@solidarites.ch
W solidarites.ch/genève

Fribourg/Freiburg
Case postale 532
1701 Fribourg
E fribourg@solidarites.ch
Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T +41 77 502 79 53
E ne@solidarites.ch
W solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T +41 79 302 38 34
E voud@solidarites.ch
W solidarites.ch/vaud

UNE NOMINATION SYMBOLIQUE

La nomination, fin mars, par le Conseil fédéral, de Christian Levrat à la tête du conseil d'administration de la Poste symbolise une nouvelle fois la profonde intégration de la social-démocratie dans les rouages de l'appareil d'État. Une longue marche entamée au siècle passé.

Jeune dirigeant des Jeunesses socialistes dans les années septante, Peter Vollmer prônait alors une stratégie de « *Longue marche à travers les institutions* » pour mieux réformer ensuite la société suisse. Devenu conseiller national, puis directeur de l'Union des transports publics et vice-directeur de Suisse Tourisme, il illustre la prédominance des institutions sur ces tentatives velléitaires de changer l'ordre des choses. L'ascension des notables sociaux-démocrates ou syndicalistes dans les institutions n'a toutefois donné lieu à aucune guerre populaire prolongée, pour reprendre l'expression maoïste de Vollmer. Tout au plus à quelques conflits de conscience pour savoir à quel moment quitter son ancien poste pour en prendre un plus avantageux.

Ancien président du PSS, et avant cela secrétaire central puis président de Syndicom (le syndicat de la Poste, des médias et de la communication), Christian Levrat ne sera pas dépaycé. Syndicom s'est dit « *ouvert à une collaboration axée sur la recherche de solutions avec le président désigné* », tout en pointant la responsabilité du Conseil fédéral dans la politique de rentabilisation à tout prix de l'entreprise. Manière d'excuser à l'avance le nouveau président du sale boulot qu'il aura à faire ?

Une longue tradition

Si l'on excepte quelques prurits médiatiques et les habituelles protestations de l'UDC, toujours furieuse d'être privée de ce qu'elle estime être sa part du gâteau, la nomination de Levrat n'a pas créé trop de vagues. C'est une tradition désormais bien inscrite dans les habitudes du Conseil fédéral, puisque les sociaux-démocrates n'ont fait que suivre la tradition des partis bourgeois. Qui par ailleurs ne sont pas

toujours rancuniers et savent reconnaître certains « *mérites personnels* » quand il se doit. C'est ainsi que l'un des « *repentis* » les plus célèbres du PSS ne fut autre que l'épouvantail rouge de la bourgeoisie suisse, le Bernois Robert Grimm. L'ancien dirigeant du Comité d'Olten, qui prit la tête de la grève générale en Suisse en 1918, condamné de ce fait à six mois de prison par un tribunal militaire, dirigea la section énergie et chaleur de l'Office central de l'économie de guerre puis la compagnie ferroviaire du BLS (Berne-Lötschberg-Simplon) de 1946 à 1953.

L'entrée d'un puis deux socialistes au Conseil fédéral rendit concrète la possibilité de faire carrière par le biais du PSS, mais aussi par le truchement des syndicats. Max Weber, brièvement conseiller fédéral des finances (1952-53) après le premier social-démocrate, Ernst Nobs, était l'ancien président de la FOBB (Fédération des ouvriers du bois et du bâtiment, aujourd'hui Unia).

L'Union syndicale suisse (USS) a aussi fourni son lot de hauts fonctionnaires. Serge Gaillard, qui vient de quitter ses fonctions de chef de l'Administration fédérale des finances, fut longtemps secrétaire-dirigeant de l'USS. Son prédécesseur, Dani Nordmann, avant de devenir coach et conseiller en entreprise, fut nommé par Ernst Leuenberger (conseiller fédéral PS) à la direction de Swisscargo. Actuellement dirigé par l'ancien conseiller national PS Stéphane Rossini, l'Office fédéral des assurances sociales compte Colette Nova comme vice-directrice. Cette dernière était auparavant la secrétaire de l'USS responsable de ce secteur.

Les dégâts collatéraux du parlementarisme

Il serait erroné de voir ce mouvement d'intégration comme la résultante de la seule ambition

personnelle des sociaux-démocrates et syndicalistes concernés. Il est aussi le produit de conceptions politiques, comme celles qui considèrent que la scène privilégiée de la lutte politique est le parlement, ses alliances douteuses et son réalisme cynique et démoralisant. La priorité donnée

à la préservation des appareils syndicaux et non pas à la lutte sur les lieux de travail en est une autre, d'autant plus que ces appareils sont désormais gérés comme des entreprises. L'idée que l'État bourgeois est aussi « *notre* » État est également une de ces illusions intégratrices.

Ce phénomène intégrateur apparaît de manière spectaculaire au niveau des institutions. Mais dans une société comme la société helvétique – qui ne connaît pas d'affrontements de classe suivis et encense quotidiennement les vertus civilisatrices du consensus – il se manifeste aussi au niveau social. Refusant d'être des individus de seconde zone méprisé-e-s par « *ceux d'en haut* », rebuté-e-s à tort ou à raison par ce qu'il reste de mouvement ouvrier, nombre de salarié-e-s cherchent une reconnaissance sociale dans le monde associatif, le sport ou le bénévolat. Un univers où les heurts de la lutte des classes sont souvent malvenus.

Daniel Sürli

Débat entre les chef-fe-s des partis au soir des élections fédérales de 2019



Beatrice Devènes

MESSAGES CLAIRS, MESURES FLOUES

Deux initiatives agricoles seront mises au vote le 13 juin 2021. Les enjeux sont grands, les mesures vont loin, mais suffisent-elles? Comment atteindre une agriculture écologique sans sacrifier les petites exploitations agricoles?

L'initiative pour une eau potable propre vise à préserver les eaux suisses en coupant les paiements directs aux exploitations utilisant des pesticides, des antibiotiques prophylactiques au bétail ou du fourrage produit hors-exploitation.

La préservation des eaux et de leur biodiversité est un enjeu majeur. L'état des cours d'eau est aujourd'hui désastreux et les poissons souffrent particulièrement de la pollution pesticide. En 2019, la concentration de chlorothalonil dans l'eau de Payerne (VD) était 10 fois supérieure à la limite légale de 0,1 µg/l (microgrammes par litre), dépassant en même temps le seuil-limite de 0,5 µg/l de métabolites (petites particules) de pesticides (RTS, 01.12.20). Si ce produit a été interdit depuis, les traces de pesticides resteront

encore longtemps dans nos cours d'eau.

Des mesures, pour qui?

Si la nécessité d'agir est incontestable, les conséquences néfastes de l'initiative ne sont pas négligeables non plus. Comme relevé par Uniterre dans sa prise de position du 14 avril 2021, l'initiative ne demande d'efforts qu'aux familles paysannes. Elle met une clause guillotine aux paiements directs dont les petites exploitations dépendent, tandis que les grosses exploitations agricoles peuvent décider d'utiliser les produits incriminés en se passant des aides financières, si c'est plus rentable. Au-delà des grosses fermes, c'est aussi potentiellement le cas de la viticulture ou de l'horticulture.

L'effet pourrait être particulièrement pervers dans l'élevage,

appelé à être abandonné par les petites fermes qui n'auraient même plus le droit d'acheter du fourrage à une exploitation voisine. L'élevage n'est jamais anodin pour l'environnement, mais ce cas de figure risquerait d'accélérer la concentration de la production de viande dans des mégafermes comme celle de Coffrane (NE). Ces grandes exploitations pourraient continuer à utiliser des antibiotiques comme elles le font aujourd'hui, tout comme le reste de l'agriculture mondiale, dont les produits seraient encore autorisés à la vente en Suisse.

Un oui le 13 juin prochain enverrait un signal fort pour l'arrêt des pratiques les plus polluantes et malsaines en agriculture. Mais les mesures affecteraient proportionnellement les petit-e-s paysan-ne-s: ceux-celles-ci sont parfois endetté-e-s jusqu'au cou, encour-

rent en conséquence un risque de suicide 37 % plus élevé que le reste de la population (RTS, 12.11.18) et subsistent déjà grâce à des aides très vagues et incertaines. Cette situation nous pousse à inviter nos camarades, sympathisant-e-s et lecteurs-trices à peser les pour et les contre par elles-eux-mêmes. SolidaritéS ne donne pas de consigne de vote.

Interdire les pesticides, mais préserver les familles paysannes

L'autre initiative, celle contre les pesticides de synthèse, vise à interdire généralement l'utilisation de ces produits, ainsi que l'importation de denrées produites en utilisant ces pesticides. L'interdiction est claire et cohérente en ce sens, et ne concerne pas que l'agriculture. En revanche, elle n'inclut pas de mesures de contrôle des prix, de lutte contre le gaspillage alimentaire (la grande distribution pourra toujours contribuer au gaspillage annuel de 2 600 000 tonnes d'aliments en Suisse, en jetant par exemple ses légumes bicornus), ni d'autres mesures sociales pour compenser la baisse de productivité des exploitations (revalorisation des salaires, refus du libre-échange, etc.) et les risques plus grands de destruction des cultures. En ce sens, elle se rapproche d'un projet du genre des taxes sur le carburant, en incluant cependant un délai de 10 ans pour la transition.

Ces problèmes viennent s'ajouter à ceux concernant l'initiative pour l'eau potable et la question divise profondément le monde agricole. Cela étant, nous ne pouvons pas oublier que les pesticides de synthèse sont des poisons, manipulés par des travailleurs-euses agricoles intérimaires, précaires ou des petits exploitant-e-s, et que ces pesticides ont des impacts très nocifs sur la santé, en augmentant dramatiquement les risques de cancer, d'infertilité ou de malformations.

Il n'y a pas de choix parfait sur ces deux initiatives. Mais tandis que l'initiative pour une eau potable n'empêcherait pas la pollution par les pesticides, en laissant les grosses exploitations les utiliser, l'initiative contre les pesticides de synthèse aurait des chances de faire la différence. SolidaritéS vous invite à accepter cette initiative, pour lancer un signal fort et pouvoir lutter aux côtés des paysan-ne-s pour des mesures d'accompagnement nécessaires à une agriculture écologique et sociale.

Marc Leemann



Marche contre Monsanto, Morges, mai 2018

Gustave Deghiliage



Eric Roset

Rassemblement pour une sortie de crise solidaire, Genève, 19 décembre 2020

Genève Monde du travail

POUR LA CRÉATION D'EMPLOIS ÉCOLOGIQUES ET SOLIDAIRES

Le 13 avril dernier, la Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) a lancé l'initiative « 1000 emplois ». La rédaction de solidarités vous invite à la signer et à la faire signer.

Cette initiative, en gestation depuis plusieurs années, a régulièrement cédé le pas à d'autres impératifs, à d'autres urgences syndicales. Aujourd'hui dans un contexte de dégradation majeure du marché de l'emploi, drastiquement aggravée par la crise Covid, et face à l'impérieuse nécessité d'une transition écologique, nul report d'échéance n'aurait été concevable. C'est pourquoi, ce 13 avril, a été lancée une initiative, particulièrement en phase avec le contexte actuel, pour une sortie de crise sociale et écologique, dite initiative : « 1000 emplois ».

Celle-ci est destinée à combattre le chômage structurel, à opposer un contre feu à la dévastation de l'em-

ploi induite par la crise sanitaire et à rompre avec la fuite en avant reposant sur les « emplois kleenex » et une croissance irraisonnée. Mais elle propose surtout une accélération de la transition vers une société durable. Cette initiative permet de combattre par des alternatives concrètes le fatalisme ambiant sur les emplois appelés à disparaître tant pour des motifs structurels que conjoncturels.

L'initiative offre en outre la possibilité de faire face au changement de cap qu'impose l'urgence climatique. La transition écologique est intimement liée à la question de l'emploi. Elle requiert un développement plus rapide des transports publics, de la rénovation thermique des bâtiments, des énergies renou-

velables, du recyclage des déchets, de la souveraineté alimentaire, de l'économie locale et circulaire, etc. Elle permet d'ouvrir de nouvelles débouchés, de nouvelles possibilités de reconversions professionnelles. Elle plaide à tous égards pour un autre futur.

Le texte de l'initiative demande que : « L'État fixe chaque année le budget à disposition pour la création des emplois. »

« Le montant minimal alloué à la création d'emplois est fonction du taux de chômage calculé pour le canton par le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Il correspond au minimum à 100 millions de francs par an avec pour objectif de créer 1000 emplois supplémentaires

chaque fois que le taux de chômage moyen annuel de l'année précédente est de 5%. Ce montant peut être réduit ou augmenté en proportion si le taux est inférieur ou supérieur à 5%. »

« En vue de maintenir et/ou de créer des emplois, l'État encourage les entreprises et les secteurs économiques publics et privés à réduire significativement la durée du travail sans réduction de salaire, de manière à atteindre en 2030 la semaine de 32 heures pour un temps complet. »

L'État doit donc changer de paradigme et développer une politique proactive de création d'emplois dans les collectivités publiques cantonales et municipales, les établissements subventionnés et institutions publiques et privées, à but non lucratif, poursuivant un but d'intérêt public. Des postes de travail dont il garantit la qualité et les conditions de travail. C'est à dire qu'il favorise les formations et les reclassements professionnels et qu'il proscrie tout faux semblant tels que les emplois précaires, les pseudo-stages ou les emplois de réinsertion qui deviennent des emplois de relégation. Il doit notamment rétablir des services publics qui prennent en compte tous les besoins de la population qui ont été sacrifiés ces dernières années sur l'autel des politiques d'austérité et ouvrir de nouveaux secteurs d'activités tel qu'énoncé plus haut.

Il y a là un gisement d'emplois pouvant être créés rapidement pour combattre le chômage, la précarité et la crise climatique; ainsi que les discriminations qui touchent les femmes sur le marché du travail par une professionnalisation et une valorisation des tâches trop souvent attendues – par exemple dans le domaine des soins à la personne ou de l'économie domestique – comme un « don » prodigué par les femmes.

Au-delà de la création de nouveaux emplois, l'initiative repose aussi la question essentielle du partage du temps de travail. Parce que la durée du temps de travail relève d'une compétence fédérale, l'initiative ne peut se borner qu'à n'émettre une recommandation. Celle-ci est néanmoins importante, d'une part car l'État, pour ce qui le concerne, peut commencer à appliquer cet appel pour lui-même, d'autre part car il est indispensable de replacer ce concept d'un meilleur partage du temps de travail dans l'espace public. Pour tous ces motifs, signez et faites signer sans modération cette initiative !

Jocelyne Haller

RETOUR SUR UN WEEK-END DE LUTTES: UNE CONVERGENCE NÉCESSAIRE

Malgré la bise glaciale et le Covid, plusieurs mobilisations ont réchauffé les genevois·e·s. Vendredi, la diaspora éthiopienne européenne s'est à nouveau retrouvée sur la place des Nations pour demander, entre autre : un accès sûr de l'aide humanitaire, des médias dans l'ensemble des régions du Tigré, le retrait immédiat des troupes érythréennes, l'arrêt des massacres, des pillages et des violences sexuelles, la mise en place d'une commission indépendante mandatée par l'ONU pour enquêter sur d'éventuels crimes de guerre. Notre camarade Aude Martenot a pris la parole pour solidaritéS. Elle a dénoncé la passivité des autorités suisses et dénoncer les renvois vers l'Éthiopie.

Samedi matin, des tracteurs, des chars et plus de 200 personnes ont occupé la plaine de Plainpalais dans le cadre de la journée internationale des luttes paysannes. La mobilisation était à l'image du slogan de la journée : «nos actions locales pour des luttes internationales». Les militant·e·s ont fait le lien entre des luttes de proximités et le contexte international par un hommage aux 19 victimes du mouvement des paysan·nes sans terre tuées par la police militaire brésilienne le 17 avril 1996.

À quelques mètres de là, se tenait une autre manifestation. Elle dénonçait la révision en cours du droit pénal relatif aux infractions sexuelles. Par le biais de multiples slogans, pancartes, chants, danses mais aussi par des témoignages puissants au sujet de viols, les militant·e·s féministes ont montré que leur colère est plus forte que la bise genevoise.

Ces différentes mobilisations ne peuvent que nous faire prendre conscience de l'ampleur des dégâts du capitalisme et de l'urgente nécessité d'une convergence des luttes.

Donna Golaz



Manifestation antirépression du 3 avril 2021 à Lausanne

Vaud Écologie L'ÉCOLOGIE SELON LE CONSEIL D'ÉTAT

LES PROFITS PRIVÉS D'ABORD

Selon les autorités cantonales, l'évacuation de la zone à défendre (ZAD) de la colline du Mormont mardi 30 mars dernier (voir *solidaritéS* n°386), a été menée avec grand professionnalisme. Les zadiste·x·s et témoins sur place ont une version des faits bien différente.

Les moyens déployés sous l'autorité du Conseil d'État frappe par leurs gigantismes. Un communiqué de presse de la Police cantonale datant du 2 avril nous apprenait que 600 femmes et hommes ont été engagé·e·s dans l'opération d'évacuation face à une centaine de zadiste·x·s. De plus, alors qu'ils·elles détenaient une accréditation accordée par la police, plusieurs journalistes ont été prié·e·x·s par les forces de l'ordre de quitter les lieux ou ont été entravé·e·x·s dans leurs déplacements (*Le Courrier*, 31 mars 2021).

Les jours suivant l'évacuation, selon divers témoignages, la police a saisi les sacs de couchage de deux personnes réfugiées dans un arbre, ce qui les a plongé·e·x·s dans un état d'hypothermie dangereux pour leur intégrité physique. Les premières peines prononcées à l'encontre de quelques zadiste·x·s par le Ministère public dans les jours suivant l'évacuation sont très sévères. 45 ordonnances de condamnation pénale immédiate

ont été prononcées, allant jusqu'à 90 jours de prison ferme pour la plus lourde.

Médecin en garde à vue

Face à ces réponses tout à fait inadmissibles des autorités politiques et judiciaires aux préoccupations légitimes des zadiste·x·s sur l'avenir de la colline du Mormont, une manifestation a été organisée le samedi 3 avril à Lausanne autour de revendications telles que l'abandon des poursuites pénales contre les zadiste·x·s, la démission de Béatrice Métraux, conseillère d'État verte en charges de la police, ainsi que l'arrêt de l'exploitation de la carrière par Holcim avec mise en place d'un plan de reconversion de ses travailleur·euse·x·s dans des emplois compatibles avec la transition écologique.

Largement soutenue par de multiples collectifs et organisations, elle a réuni plus de 1000 personnes. Elle a par ailleurs été ponctuée de multiples témoignages. Une médecin présente

lors de l'évacuation pour assurer une permanence sanitaire a ainsi relaté son arrestation et sa garde à vue. Elle a dû subir une fouille à nu, avec contrôle des parties intimes. Ceci alors qu'un accord de non-intervention contre les personnes clairement identifié·e·x·s en tant que soignant·e·x·s avait été convenu avec les forces de l'ordre. Hadrien Buclin, député Ensemble à Gauche au Grand Conseil a interpellé le Conseil d'État mardi 20 avril à propos de quelques faits soulevés ici.

Alors que la ZAD de la colline n'est plus, les questions autour de l'avenir du Mormont et plus largement d'un futur sans béton, sont à peine ouvertes. Par leurs réponses, le gouvernement à majorité dite de « gauche » et sa ministre verte ont voulu noyer le poisson. Pourtant, ils·elles démontrent leurs priorités politiques : la défense de la propriété privée et des profits de l'exploitant de la carrière, LafargeHolcim.

Julien Nagel

MIEUX RÉPARTIR LES FLUX DE CLIENTÈLE?

Marchés de Noël, lapins de Pâques, Immaculée conception : tous les prétextes sont bons pour étendre les horaires d'ouverture des magasins. Le Covid-19 n'y échappe pas.

Dans le canton, les magasins ferment à 16h00 le samedi. Cette règle a été confirmée deux fois par une votation populaire. Elle vise à limiter le shopping-loisir et à octroyer un semblant de week-end au personnel de vente. Pas du tout

respectueuses des décisions démocratiques, les grandes surfaces attaquent la règle en cherchant à multiplier les exceptions. Leur dernière trouvaille : il faut étendre les horaires pour mieux répartir les flux de clientèle en raison de l'épidémie.

Migros en première ligne

Migros Neuchâtel/Fribourg a déposé une demande d'ouverture jusqu'à 18h00 pour le samedi de Pâques dans une vingtaine de communes fribourgeoises. Les plus grandes (Fribourg, Bulle, Vilers-sur-Glâne) ont répondu négativement en se basant sur la loi. D'autres ont accepté avec une argumentation tirée par les cheveux : ce n'est pas prévu par la loi, mais c'est certainement nécessaire ! Pour Migros, il s'agit clairement de s'attaquer à la fermeture à 16h00. Elle veut absolument obtenir une interprétation large des « manifestations particulières » permettant une ouverture prolongée. Elle ne vise pas à mieux répartir les flux de clientèle. Au contraire, elle incite la population à venir massivement profiter des rabais de Pâques.

Ropraz et Curty en appui

Les communes qui ont autorisé l'ouverture prolongée ont été encouragées par deux conseillers d'État, Maurice Ropraz (justice, PLR) et Olivier Curty (économie, PDC). Avec un mépris total de la loi, les deux compères ont pondu une lettre de soutien à l'initiative de Migros espérant que leur « prise de position contribue à soutenir vos démarches auprès des instances communales ». Heureusement, une partie du personnel de vente s'est mobilisée et a rapidement contacté les secrétariats syndicaux. Unia a pu déposer des recours dans les différentes préfectures, qui ont finalement annulé au dernier moment les ouvertures prolongées. Une victoire d'étape dans la longue bataille entre travail et capital pour la maîtrise du temps de travail.

Pierre-André Charrière

RÉSULTATS AMERS

Les élections cantonales neuchâteloises ont eu lieu dimanche 18 avril. **solidarités** est éjecté du Grand Conseil malgré un meilleur score que lors des élections précédentes.

N'ayant pu atteindre le nouveau quorum cantonal de 3 %, **solidarités** est privé de sa députation au parlement neuchâtelois, et ce malgré un meilleur résultat qu'il y a quatre ans (+0,67 %). En effet, les 2,46 % de suffrages récoltés ne nous ont pas permis de préserver nos deux sièges au Grand Conseil.

Nous déplorons cette nouvelle circonscription unique qui a clairement préterité nos chances. Malgré l'arrivée de nouvelles forces situées au-delà du district de Neuchâtel, l'électorat de **solidarités** reste encore principalement urbain et localisé majoritairement dans le littoral. Le retour en force du PLR et le taux d'abstention de 68 % sont les conséquences de la législature précédente, celle d'un gouvernement de gauche qui fait une politique de droite. L'électorat de gauche n'a plus confiance et ne s'exprime plus guère dans les urnes.

Avec la disparition de **solidarités** du Grand Conseil, la droite redevient majoritaire et c'est la pluralité de cet hémicycle qui est remise en

cause. Maigre consolation, pour la première fois de son histoire, une majorité de femmes a été élue au Grand Conseil neuchâtelois. Nous attendons d'elles et de leurs alliés des mesures concrètes en faveur de l'égalité salariale, contre la précarité et les violences sexistes et sexuelles, etc. Il ne suffit pas qu'une majorité de femmes soit élues pour qu'une politique féministe soit garantie. Crystel Graf se déclarant « pas du tout féministe » dans *Le Temps* (19 avril) en est une parfaite illustration.

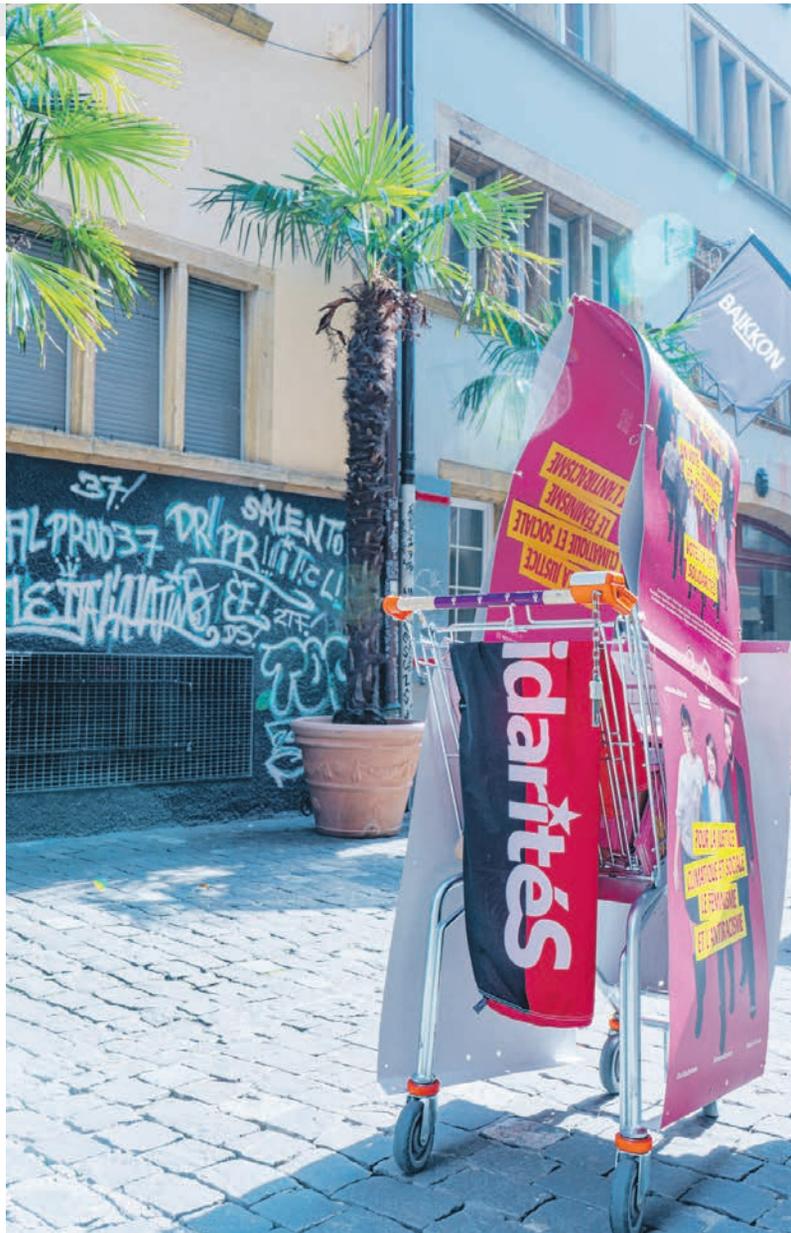
Nous oserons désormais un positionnement plus radical et une véritable prise de distance avec la politique institutionnelle. Nous souhaitons également réfléchir à de nouveaux moyens pour encourager le dialogue au sein de la population. La culture et la formation sont nos clés pour que notre vision anticapitaliste devienne majoritaire. Il faudra également trouver de nouvelles façons de présenter notre mouvement, peut-être en mettant davantage l'accent sur notre fonctionnement, notre riche histoire politique et ses influences

internationales, notre lien indissociable avec l'activisme au sein des mouvements sociaux, etc.

Nous sommes très fier·ère·s de la campagne menée : déterminée,

gaie, créative, féministe, originale, elle nous aura permis de nous rendre visibles au-delà de nos frontières habituelles.

Julia Huguenin-Dumittan et Estelle Binggeli



Estelle Binggeli

LE PANAFRICANISME CONTRE «LE PRÉSENT COLONIAL»

Après avoir évoqué le panafricanisme dans plusieurs articles, nous avons décidé d'ouvrir le débat avec cette première contribution. Notre entretien avec Amzat Boukari-Yabara, historien et secrétaire général de la Ligue panafricaine – UMOJA, ouvre les feux.

Pour commencer, est-ce que tu pourrais nous dire ce que tu entends par panafricanisme ? Le panafricanisme désigne un mouvement de résistance, de solidarité et de libération produit par les Africain·e·s déporté·e·s en esclavage dans les Amériques et la Caraïbe entre 1500 et 1870. Forgé dans les résistances durant la traversée transatlantique jusqu'à la chute de l'apartheid sud-africain au début des années 1990, en passant par l'indépendance d'Haïti en 1804, il relie les espaces éclatés de l'Afrique en constituant des réseaux culturels, économiques et sociopolitiques anticapitalistes et antiracistes. C'est un mouvement basé sur l'unité dans la diversité, qui a plusieurs racines, un seul tronc et plusieurs branches.

Pourrais-tu revenir sur son apparition et développement ? Le panafricanisme est apparu dans la diaspora et s'est structuré en mouvement dans la première moitié du 20^e siècle par des congrès organisés par l'historien afro-américain W.E.B. Du Bois et des réseaux autour de Marcus Garvey. Après 1945, le panafricanisme devient la principale doctrine anticolonialiste pensée par et pour les Africain·e·s. Kwame Nkrumah en est l'une des figures. Il conduit le Ghana à l'indépendance en 1957 et fait de l'unité de l'Afrique la condition suprême de sa libération des griffes du néocolonialisme. La vision de Nkrumah étant écartée au moment de la création de l'ancêtre de l'Union africaine et les principales figures panafricanistes physiquement éliminées (Fanon, Cabral, Moumié, Lumumba, Malcolm X, Sankara...), le panafricanisme se prolonge par les sociétés civiles, les artistes engagé·e·s et les forces progressistes.

Les mouvements émancipateurs ont habituellement cherché à dépasser le cadre de l'État-nation. C'est le cas de l'internationalisme ouvrier, mais aussi du nationalisme arabe. En quoi est-ce que le panafricanisme diffère ? Au moment où le panafricanisme se structure autour de 1900, il fait écho au panislamisme présenté comme l'unité des musulman·e·s, pensé depuis l'Empire Ottoman. Le nationalisme arabe le remplace en montrant que l'arabité est finalement antérieure à l'islam, que la langue a précédé la religion, de la même manière que le panafricanisme fondé sur l'Afrique avait remplacé le pannégrisme fondé sur la couleur de la peau. Le nationalisme arabe fait partie des mouvements qui vont échanger avec le panafricanisme et les mouvements nègres. Par exemple, en France, l'Étoile Nord-Africaine de Messali Hadj se mobilise au moment de l'agression de l'Éthiopie par l'Italie de Mussolini. Il existe ainsi des similitudes entre les deux mouvements : la confrontation à l'impérialisme, ou encore la recherche d'alternatives économiques et culturelles au service des peuples plutôt que des États et de leurs bourgeoisies.

Toutefois, le panafricanisme est né dans la diaspora noire des Amériques tandis que le panarabisme couvre le rayon du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord. S'il y a eu des alliances, les points de rencontre humains sont encore fortement impactés par la négrophobie dans le monde arabe, le chantage économique, culturel et pétrolier des pays du Golfe, ou encore la sous-traitance impérialiste. En outre, ni la Ligue des États Arabe ni l'Union africaine n'arrivent à incarner les aspirations des peuples qui manifestent de la

même manière à Alger et à Bamako, à Tunis ou à Dakar, contre un ordre néocolonial.

Et sur l'internationalisme ouvrier ?

Le panafricanisme est né parmi des Africain·e·s qui ont été déporté·e·s pour servir des intérêts bourgeois et capitalistes. Leur exploitation a été légitimée par cette pseudo-science qu'est le racisme. Les marxistes noir·e·s comme C.L.R. James ont abordé les racines du capitalisme à partir de l'esclavage dans des perspectives beaucoup plus tranchantes que les marxistes blanc·he·s, qui ont souvent une lecture eurocentrée des rapports de production. Il montre ainsi comment les esclaves dans les plantations ont produit des stratégies de résistance bien avant les ouvriers·ères des usines françaises ou britanniques. Claudia Jones ou George Padmore soulignent que les colonisé·e·s constituent un sous-prolétariat, dont la libération entraînerait l'effondrement du capitalisme dans les centres du système.

Or, les appareils de direction de l'internationalisme ouvrier n'ont pu se positionner comme il le fallait sur la question du racisme et du colonialisme. Aimé Césaire et bien d'autres leur ont tourné le dos pour ce motif. Il existe ainsi des luttes panafricaines anticapitalistes qui se passent de l'allégeance au socialisme ou au communisme.

Enfin, le syndicalisme a été l'un des terrains privilégiés de la mobilisation panafricaine. La difficulté est que la ligne anticapitaliste du panafricanisme est elle-même polluée par le fait que l'Afrique est justement le terrain privilégié du capitalisme sauvage, y compris de la part d'Africain·e·s qui utilisent

les habits du panafricanisme pour introduire l'afrolibéralisme, une forme de néolibéralisme africain.

Et actuellement, identifies-tu des liens entre panafricanisme et internationalisme ouvrier ?

Plusieurs ! La lutte contre les oligopoles, la solidarité intersyndicale, les enjeux de redistribution des ressources et de délocalisation, la dénonciation d'un commerce international dérégulé qui ne profite qu'aux mastodontes, la lutte contre le racisme dans l'organisation du travail ou encore la question éminemment stratégique des ouvriers·ères dans l'industrie de l'armement destiné à être vendu aux pays du Sud. En Europe, des travailleurs·euses noir·e·s, souvent amputé·e·s de leurs droits, comme dans le cas des sans-papiers, des migrant·e·s ou des réfugié·e·s, subissent des violences. Les formations syndicales ne peuvent pas défendre les droits des travailleurs·euses sans avoir un minimum de sensibilité aux problématiques relevant de l'internationalisme noir qu'est le panafricanisme.

Tu n'es pas uniquement historien mais également militant au sein de la Ligue Panafricaine – UMOJA. Pourrais-tu présenter cette organisation ?

La Ligue Panafricaine – UMOJA est une organisation internationale et fédérale, présente dans plusieurs pays d'Afrique et de la diaspora africaine, sous forme d'associations et de partis. Elle a été créée en 2010 et refondée en 2012 avec l'objectif de ramener le panafricanisme dans le champ politique. Autofinancée, elle est présente sur les réseaux sociaux et dispose également d'un magazine et d'une maison d'édition. Chaque



Mémorial Kwame Nkrumah à Accra

section dispose de son autonomie, puis des instances fédérales coordonnent l'activité des sections de manière transversale. C'est un espace d'initiatives, de formation, de débat, et – nous devons y travailler – de sécurité.

L'organisation a des sections en Suisse et en France notamment. Quel rôle voyez-vous dans la diaspora ? La diaspora est le lieu de rencontre des Africain·e·s de toutes origines. Il est parfois plus facile pour un·e Ougandais·e et un·e Sénégalais·e de se rencontrer en Suisse qu'en Afrique par exemple. Les diasporas sont par essence déjà soumises à un contexte ostracisant qui veut que « tou·te·s les noir·e·s se ressemblent ». Ces stéréotypes racistes montrent une unité de condition et de traitement malgré l'immense diversité de statut des Africains en Europe.

Il existe aussi une diaspora africaine fondamentalement néocoloniale. Les pays d'accueil, qui sont en général d'anciennes puissances esclavagistes et colonialistes, lancent actuellement de nouvelles initiatives coloniales en utilisant les codes de la diaspora. Il faut donc une diaspora conscientisée et formée sur tous ces enjeux.

Quelles activités et perspectives politiques avez-vous actuellement ? Pour le moment, c'est la réorganisation. La limitation des circulations et les incertitudes nécessitent de se préparer à des années difficiles dans la diaspora, et à accélérer une réinstallation en Afrique pour celles et ceux qui le souhaitent. Sur le continent, le Covid-19 n'a arrêté aucune lutte contre les régimes néocoloniaux, mais ceux-ci disposent d'un arsenal supplémentaire pour contrôler la population et les mouvements d'opposition. Enfin, dans la Caraïbe et dans les Amériques, les luttes sont également vives, comme l'ont montré les manifestations après la mort de George Floyd. Nous suivons beaucoup la situation de nos camarades au Brésil et au Venezuela, ainsi qu'en Martinique et en Guadeloupe, et dans l'océan Indien. Il s'agit de renforcer les différentes initiatives pour ne pas partir dans toutes les directions.

Beaucoup d'Etats occidentaux - dont la Suisse - ont fait face à des importantes mobilisations antiracistes, qui mettent notamment en lumière le passé colonial de ces pays. Quels liens vois-tu entre les luttes

antiracistes et les mouvements panafricains ? Le panafricanisme est un mouvement antiraciste qui part d'un constat simple : tant que l'Afrique ne sera pas en mesure d'imposer le respect aux entités géopolitiques qui l'agressent, toutes les populations originaires ou assimilées à l'Afrique seront traitées avec mépris.

Mon inquiétude est que les luttes antiracistes invisibilisent certaines problématiques géopolitiques du racisme et n'adressent pas assez la question du colonialisme actuel. Les concepts-valises comme la démocratie, la République, l'égalité, le vivre-ensemble ont aussi été habilement retournés pour faire passer la lutte contre le racisme comme une forme de racisme. On l'a vu tout récemment avec les débats sur la non-mixité, qui est un outil certes important, mais que l'on peut toujours réaménager sans se renier.

Pour moi, l'antiracisme en Europe est dans une impasse car il est utilisé de manière asymétrique et opportuniste, tant par les pouvoirs exécutifs que par les groupes contestataires. Par exemple, ce n'est pas à Macron de décider de l'histoire de l'Algérie ou de sélectionner les personnes habilitées à venir

dialoguer au nom de l'Afrique. Il n'y a pas de passé colonial car il y a en réalité un présent colonial.

Comment les militant·e·s anticapitalistes qui nous lisent peuvent-ils-elles soutenir les luttes panafricaines ? Ils·elles peuvent s'informer de l'actualité de la Ligue Panafricaine – UMOJA sur les réseaux sociaux, prendre contact avec nous afin d'organiser par exemple des événements et des débats communs autour de nos luttes. Nous avons à apprendre des militant·e·s anticapitalistes comme elles et eux ont à apprendre des luttes panafricaines. L'internationalisme est indispensable au panafricanisme.

Propos recueillis par Anouk Essyad



Amzat Boukari-Yabara, *Africa Unite! Une histoire du panafricanisme*, La Découverte, 2017

PAS DE CRIMINALISATION DE LA GRÈVE FÉMINISTE!

Nous reprenons ici le communiqué de presse du collectif vaudois de la Grève féministe, qui dénonce la répression juridique et policière subie par le mouvement.

Contrôles, amendes et intimidations policières, nous sommes unie·x·s et déterminée·x·s à continuer notre combat. Le 14 juin 2020, malgré le contexte de la pandémie de Covid-19, les différents collectifs romands de la Grève féministe se sont rassemblés pour dénoncer les injustices et les violences du patriarcat! La mobilisation de 2020 s'est réinventée pour tenir compte du cadre sanitaire, crise qui a d'ailleurs mis en lumière le rôle des femmes en première ligne.

D'entente avec les autorités cantonales, le collectif vaudois a appelé toutes les personnes solidaires et en lutte à se rassembler dans différents lieux extérieurs, dans le respect des mesures sanitaires qui étaient alors en vigueur. Des autorisations ont été obtenues pour trois lieux de rassemblement dans la ville dans le but de tenir

compte des risques sanitaires. Les participant·e·x·s ont été invité·e·x·s à effectuer les gestes barrières.

L'élan féministe, comme lors du 14 juin 2019, a été vif et c'est après les rassemblements que des initiatives spontanées ont alors pris forme et un cortège à pied ainsi qu'un cortège à vélo (Critical Mass) ont submergé la ville de nos revendications, dans toute la diversité qui compose notre mouvement. Nous étions tout·e·x·s «*fières, vénères et pas prêtes de nous taire*». La grève n'appartient à personne, nous étions un mouvement uni contre le patriarcat et son monde.

Intervention policière

Les forces de l'ordre n'ont cependant pas été de cet avis. Des interpellations et des contrôles d'identité ont eu lieu le jour même. Les personnes qui ont obtenu les autorisations pour les trois lieux

ont été injustement inquiétées et intimidées et, plusieurs mois après ces événements, ce sont 27 personnes qui ont reçu une ordonnance pénale pour avoir été présentes le 14 juin 2020. Ces personnes ne sont pas responsables des initiatives spontanées de cette journée, pas plus que les 2971 autres personnes mobilisées ce jour-là.

Nous avons également été tournées en ridicule par ces mêmes forces de l'ordre qui ne veulent pas reconnaître la portée politique de nos actions. Ainsi, selon le rapport établi par la police suite à la journée du 14 juin 2020, on apprend que les participant·e·x·s à la grève «*faisaient des bricolages*», là où il était question de dénoncer la charge du travail du *care*; que nous «*entonnions des chants dans la bonne humeur*», là où nous nous mobilisions contre les risques pris, la

pénibilité, les bas salaires dans les secteurs des travailleuse·x·s en première ligne et contre l'augmentation de l'âge de la retraite! Comme si toutes les personnes présentes ce jour-là n'étaient pas là parce qu'elles ont une voix à faire entendre! Par contre, aux yeux de la police, dès que les femmes se mettent en marche, cela dérange. Fini les bricolages, le mouvement se compose alors de «*Femens*», de «*groupes extrémistes*», dès qu'un cortège à vélo, poussettes et trotinettes se met en marche. Toutes les personnes qui ont fait grève avec nous le 14 juin 2019 le savent, nos manifestations n'ont rien de criminel!

Les 27 personnes interpellées ou ayant été contrôlées sont de tous bords et de tous profils (hommes, femmes, personnes non binaires, syndiqué·e·x·s, sympathisant·e·s, étudiant·e·x·s, précaires, mères, etc.). Tou·te·x·s ont reçu des convocations à des moments différents et provenant d'autorités pénales différentes, rendant une défense collective quasiment impossible. Certaines personnes ont été ciblées intentionnellement en raison des demandes d'autorisation effectuées, quand bien même elles n'ont pas participé aux actions spontanées... Nous ne pouvons voir dans cette stratégie qu'une intention d'isoler, de fatiguer et de faire plier notre mouvement féministe. De telles procédures excèdent toute proportion.

Droits politiques et Covid-19

Malgré l'urgence de nos revendications, accentuées par la crise sanitaire, les autorités politiques refusent de les prendre au sérieux. Mais, nous ne lâcherons rien! Notre mobilisation, tout comme nos luttes, est pacifique et joyeuse. Elle n'est pas individuelle, mais collective. Nous ne laisserons pas certaine·x·s d'entre nous être tenue·x·s responsables pour avoir participé à l'avènement d'une société plus égalitaire. Le 14 juin 2020, une manifestation spontanée a pris forme en marge du programme organisé, les personnes ayant participé n'ont fait qu'exercer leurs libertés de se réunir. Ce sont aussi nos droits politiques qui sont attaqués par ces pratiques de criminalisation. La crise sanitaire ne doit pas réduire à néant le droit de manifester.

Nous restons solidaires, dénonçons le traitement de notre mouvement et condamnons fermement la poursuite des personnes incriminées. Dès lors, nous demandons que toutes les personnes concernées soient acquittées.

Collectif vaudois de la Grève féministe ■

Rassemblement du 14 juin 2020 à Lausanne, Place de la Riponne



Gustave Deghiliage

QUELLE RÉPONSE RADICALE AU RÉFÉRENDUM CONTRE LE MARIAGE POUR TOUTES ET TOUS?

Avec plus de 59 000 paraphe, le référendum contre le mariage pour toutes et tous a passé la rampe de la récolte de signatures. Quelles sont les perspectives queer par rapport tant aux arguments pour que contre ?

M enée par les franges les plus réactionnaires de la politique Suisse (UDF, UDC, etc.), cette campagne de votation s'annonce douloureuse et dégueulasse. Bien que l'on soit presque certain·x·es de l'issue – le comité pour le *oui* invoque plus de 82 % de la population Suisse soutenant le mariage pour toutes et tous – il est frustrant de devoir déployer des forces militantes dans un tel contexte. En effet, entre les argumentations molles du camp du oui qui ne font qu'accélérer l'intégration des personnes queer au modèle dominant et les immondices homophobes et réactionnaires de l'autre camp, comment pouvons-nous, militant·x·s de gauche, faire entendre un projet queer et révolutionnaire ?

Les arguments pour le non

Les arguments référendaires sont séparés en deux parties. L'une met en avant le non-respect de l'État de droit étant donné que l'acceptation du mariage devrait passer que par un changement de loi et non pas un changement constitutionnel. Venant de partis qui n'hésitent pas, par ailleurs, à se jouer de la « démocratie » suisse, cet argument formaliste ne tient pas la route. Le culot et l'ironie sont les maîtres-mots d'une argumentation visant à détourner le débat de la vraie question de société posée par le mariage pour toutes et tous : la destruction (très partielle) de la complémentarité homme-femme dans la loi Suisse.

La deuxième partie de l'argumentaire invente des camps et des inimitiés là où il n'a pas lieu d'en avoir. Le comité référendaire instrumentalise l'inégalité de traitement des lesbiennes et des gays dans la loi, les premières ayant droit à la

procréation médicalement assistée (PMA) alors que les deuxièmes n'y ont pas accès. Il tente ainsi d'opposer gays et lesbiennes. Or, dans les faits, le comité s'oppose frontalement au projet de gestation pour autrui (GPA), dénoncé comme prochaine étape du « lobby LGBT ». C'est une diversion supplémentaire dont on sait très bien qu'elle mobilisera environ vingt minutes dans un futur Infrarouge à la RTS, et légitimera une prétendue hostilité intra-communautaire.

Un oui qui ne va pas assez loin

Pour autant, cette loi n'apporte pas ce qu'on était en droit d'espérer de l'ouverture du mariage pour tous·x·tes en Suisse après tant d'années. En effet, loin d'être simplement un « dégrègement » des articles

du droit sur le mariage, cette loi n'est rien de plus qu'un patchwork frankensteinien. Plutôt que d'utiliser des formulations ouvertes, la future loi vise surtout à protéger la binarité de genre en ouvrant la possibilité à des couples de même sexe de se marier et aux couples de femmes d'accéder à la PMA à coup d'addendum successifs. Cette dernière n'est par ailleurs acceptée que dans le cadre de centres médicalisés suisses, pratique très coûteuse.

Il ne faudrait donc surtout pas remettre en cause l'ordre genré de notre société, quitte à rajouter les personnes lesbiennes et gaies dans des paragraphes supplémentaires plutôt que de penser une loi universelle. Ainsi les personnes trans et/ou non-binaires n'existent tout simplement pas aux yeux de la loi, et les catégories homme/femme et

leur complémentarité ne sont pas vraiment remises en cause.

Or quelle est la réponse du comité pour le *oui* aux problèmes de cette loi ? Se cacher derrière une rhétorique unique et simple de l'amour. Pire, ielles utilisent déjà certaines limites de la loi comme arguments pour le oui, notamment les limitations autour de la PMA en expliquant que tous les enfants ont droit de connaître l'identité de leur donneur. Cet argument sous-entend aussi que c'est une bonne chose que les PMA ne soient possibles que dans des centres suisses.

L'utilisation d'un discours consensuel autour de l'amour pour se faire entendre est compréhensible. Mais ce même discours avance d'un pas pour reculer de deux. Une vraie politique queer devrait viser la destruction de l'ordre patriarcal, de l'utilisation de l'amour et de la famille comme force reproductive du capitalisme. Au final, une campagne pour le mariage ne peut déboucher sur un futur réellement queer. De plus, elle montre bien les intérêts de classe en jeu. C'est un fait : une majorité des faitières LGBT - du moins celles qui ont de l'argent - défendent un assimilationnisme crasse plutôt que la transformation de la société. C'est potentiellement une des raisons du sur-place théorique et activiste LGBT en Suisse (le contraste avec les organisations féministes est saisissant). En effet, personne dans ces cercles n'a d'intérêt réel pour un vrai changement.

C'est donc à nous, militant·x·es queer, de proposer une vraie alternative radicale et de frayer un chemin hors de ces discours.

Sébastien Zürcher

L'Union démocratique fédérale est le fer de lance du comité référendaire



L'OCÉAN DEVIENT PLUS STABLE – ET CE N'EST PAS UNE BONNE NOUVELLE

Une faille grandissante dans le métabolisme de l'océan perturbe ses courants naturels et affame les organismes essentiels.

À mesure que les températures mondiales augmentent, les océans du monde deviennent techniquement plus stables.

Lorsque les scientifiques parlent de stabilité des océans, ils font référence au degré de mélange des différentes couches de la mer entre elles. Une étude récente a révélé qu'au cours des cinq dernières décennies, la stabilité des océans a augmenté à un rythme six fois plus rapide que prévu.

La stabilité des océans est un important régulateur du climat mondial et de la productivité des écosystèmes marins. Elle contrôle la façon dont la chaleur, le carbone, les nutriments et les gaz dissous sont échangés entre les couches supérieures et inférieures de l'océan.

Comment les océans font circuler la chaleur

Il est utile d'imaginer que l'océan est divisé en deux couches, chacune ayant un niveau de stabilité

différent. La couche mixte de surface occupe les 100 mètres supérieurs (environ) de l'océan et est le lieu où la chaleur, l'eau douce, le carbone et les gaz dissous sont échangés avec l'atmosphère. Les turbulences provoquées par le vent et les vagues à la surface de la mer mélangent toute cette eau. La couche la plus basse est appelée l'abysses, qui s'étend de quelques centaines de mètres de profondeur jusqu'au fond de la mer. Elle est froide et sombre, et de faibles courants font lentement circuler autour de la planète une eau qui reste isolée de la surface pendant des décennies, voire des siècles.

La séparation entre les abysses et la couche mixte de surface est appelée la pycnocline. On peut l'imaginer comme une couche de film alimentaire. Elle est invisible et flexible, mais elle empêche l'eau de la traverser. Lorsque le film est en lambeaux, ce qui se produit dans l'océan lors de turbulences, l'eau

peut s'écouler dans les deux sens. Mais à mesure que les températures mondiales augmentent et que la couche superficielle de l'océan absorbe davantage de chaleur, la pycnocline devient plus stable. Le mélange de l'eau de surface avec les abysses est plus difficile.

Il existe un courant qui déplace l'eau chaude de l'équateur vers les pôles, où elle est refroidie et devient plus dense, ce qui la fait couler, pour revenir à l'équateur en profondeur. Au cours de ce voyage, la chaleur absorbée à la surface de l'océan est déplacée vers les abysses, contribuant ainsi à redistribuer la charge thermique de l'océan, accumulée dans une atmosphère qui se réchauffe rapidement en raison de nos émissions de gaz à effet de serre.

Si une pycnocline plus stable piège davantage de chaleur à la surface de l'océan, cela pourrait perturber l'efficacité avec laquelle l'océan absorbe l'excès de chaleur.

Sécheresse nutritive

Tout comme la surface de l'océan contient de la chaleur qui doit être mélangée vers le bas, les abysses contiennent un énorme réservoir de nutriments qui doivent être mélangés vers le haut.

Les éléments constitutifs de la plupart des écosystèmes marins sont le phytoplancton : des algues microscopiques qui absorbent de grandes quantités de CO₂ de l'atmosphère, tout en produisant la majeure partie de l'oxygène mondial par photosynthèse. Le phytoplancton ne peut se développer que s'il y a suffisamment de lumière et de nutriments. Au printemps, l'ensoleillement, les jours plus longs et les vents plus légers permettent à une pycnocline saisonnière de se former près de la surface. Tous les nutriments disponibles piégés au-dessus de cette pycnocline sont rapidement utilisés par le phytoplancton qui se développe dans ce qu'on appelle la floraison printanière.

Pour que le phytoplancton de la surface continue à se développer, les nutriments des abysses doivent traverser la pycnocline. Si le phytoplancton est privé de nutriments grâce à une pycnocline renforcée, il y a moins de nourriture pour la grande majorité de la vie océanique, à commencer par les animaux microscopiques qui mangent les algues, les petits poissons qui les mangent, jusqu'aux requins et aux baleines.

De même qu'un océan plus stable est moins efficace pour déplacer la chaleur vers les profondeurs et réguler le climat, il est également moins efficace pour maintenir les chaînes alimentaires dynamiques de la surface illuminée par le soleil, dont la société dépend pour se nourrir.

Faut-il s'inquiéter ?

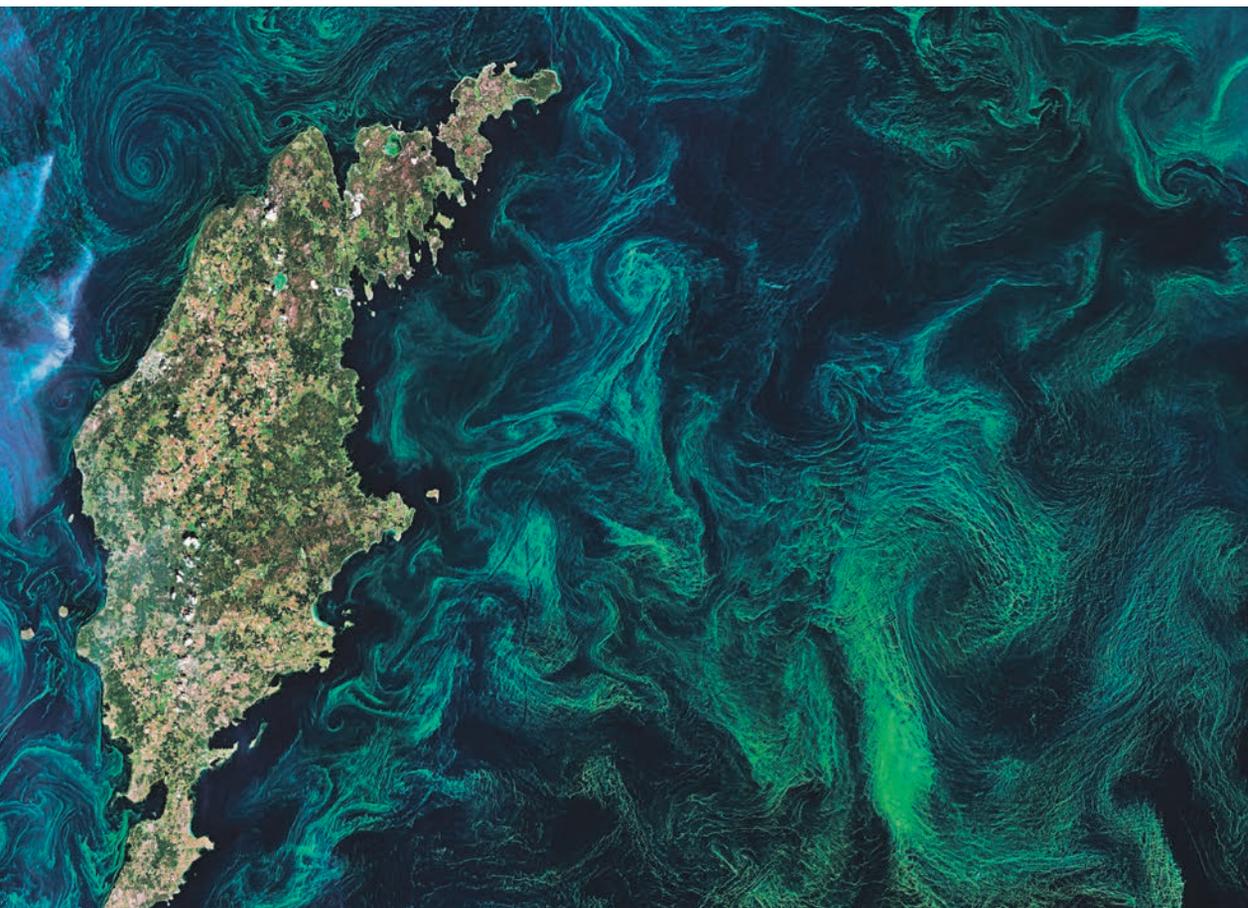
La circulation océanique évolue constamment en fonction des variations naturelles et des changements induits par l'homme. La stabilité croissante n'est qu'une partie d'un puzzle extrêmement complexe que les océanographes s'efforcent de résoudre.

Nous savons cependant que l'activité humaine a un impact plus important que prévu sur les aspects fondamentaux des systèmes de notre planète. Et les conséquences risquent de ne pas nous plaire.

Phil Hosewood

Professeur associé en océanographie physique à l'université de Plymouth. Cet article a été publié dans *The Conversation* le 7 avril 2021 et est republié ici dans une version traduite et adaptée par notre rédaction.

Efflorescence phytoplanctonique en mer Baltique, été 2019



Naguère menée entre nations, la course à l'espace se joue désormais entre grands groupes privés.

SpaceX, propriété d'Elon Musk, patron de Tesla et 2^e fortune mondiale, veut lancer une constellation de 42 000 satellites en orbite basse, Starlink. Il contrôle déjà 40 % des satellites opérationnels. Rook Andalus a calculé que le projet nécessitera 700 lancements et engendrera 350 000 tonnes d'équivalent CO₂. Pas mal pour quelqu'un qui déclare qu'« il faut sortir des énergies fossiles ».

La concurrence s'appelle Kuiper, le projet de l'homme le plus riche du monde, Jeff Bezos, patron tout-puissant d'Amazon, qui projette de placer 3326 satellites en orbite.

Une telle profusion de matériel et d'ondes – et de futurs déchets – vise à s'approprier le marché de l'accès à Internet dans les zones mal couvertes par des réseaux terrestres, historiquement liés au développement de la téléphonie fixe. **JS**



Rassemblement de soutien organisé par Black Lives Matter, 13 mars 2021

Monde du travail

États-Unis

DÉFAITE SYNDICALE CHEZ AMAZON

Le mouvement syndical étasunien a subi une défaite majeure début avril lorsque les travailleurs-euses de l'entrepôt d'Amazon de Bessemer, en Alabama, ont refusé la création d'un syndicat par 1798 voix contre 738.

La moitié seulement des 5876 travailleurs-euses qui avaient le droit de vote a déposé un bulletin. Les responsables du syndicat RWDSU ont déclaré qu'Amazon avait intimidé les travailleurs-euses, mais des militant-e-s syndicaux-ales ont également souligné l'incapacité à mettre en place une organisation solide sur le lieu de travail avant de convoquer une telle élection.

Il ne fait aucun doute que de nombreux travailleurs-euses craignaient qu'Amazon ne ferme tout simplement l'usine. En 2000, des travailleurs-euses du syndicat Communications Workers of America ont réussi à organiser les travailleurs-euses d'un centre d'appel, que l'entreprise a par la suite fermé.

Mais à Bessemer, le plus gros obstacle a été l'énorme puissance d'Amazon et la sophistication de sa campagne antisyndicale. Avec

des ressources illimitées, la firme a tenu des réunions régulières avec les travailleurs-euses de l'usine et leur a envoyé quotidiennement des messages sur leur téléphones. Elle a souligné qu'elle payait les travailleurs-euses 16 dollars de l'heure, le double du salaire minimum étasunien, plus que les autres employeurs locaux. Amazon a par ailleurs rappelé que les travailleurs-euses perdraient environ 500 dollars par an en cotisations. Elle a en outre réussi à susciter l'adhésion de certain-e-s travailleurs-euses, les convaincant de porter des badges « Votez non ».

Déficit d'auto-organisation

Le RWDSU a commencé sa campagne au plus fort de la pandémie et a lancé un appel particulier aux travailleurs-euses noir-e-s (85 % de la main-d'œuvre). On espérait du

mouvement Black Lives Matter (BLM) qu'il ait créé un nouvel élan parmi les travailleurs-euses. Le Parti démocrate a soutenu la campagne syndicale : Joe Biden a exigé que l'entreprise n'intimide pas les travailleurs-euses et Bernie Sanders s'est rendu à l'entrepôt pour un meeting. Pourtant, ni BLM ni les Démocrates ne semblent avoir pesé sur le résultat.

L'entrepôt de Bessemer a ouvert il y a un an, dans le cadre d'une vaste expansion nationale. Amazon emploie désormais plus d'un million de travailleurs-euses, juste derrière Walmart. Le fait que l'entrepôt soit si récent signifie que les travailleurs-euses ne se connaissaient pas très bien, notamment en raison du taux de rotation élevé. Ils-elles n'avaient pas cette relation de confiance nécessaire à la construction d'une organisation solide.

Lorsque le syndicat a déposé une demande d'élection en novembre 2020, il n'avait pas construit de groupe de base solide au sein des travailleurs-euses, capable de s'auto-organiser. Il ne l'a pas fait non plus par la suite. Le RWDSU a fait une grande partie de son travail d'organisation aux portes de l'entrepôt, mais n'y est pas rentré, prétextant la situation sanitaire. Même lorsque Bernie Sanders s'est rendu à Birmingham, en Alabama, seul un petit nombre d'employé-e-s a assisté aux rassemblements syndicaux.

Et maintenant ? La syndicalisation va se poursuivre. Le RWDSU va probablement déposer plainte pour pratiques déloyales auprès de l'office national des relations du travail et pourrait remporter une nouvelle élection. D'autres syndicats et ONG continuent de soutenir les travailleurs-euses d'Amazon sur d'autres sites à travers le pays. Certain-e-s militant-e-s socialistes se sont fait employer par Amazon pour aider à l'auto-organisation dans les entrepôts. Les travailleurs-euses doivent organiser le syndicat elles-eux-mêmes, en construisant un mouvement fort capable d'agir sur le terrain.

Dan La Botz

GROENLAND: NON À L'URANIUM!

Les élections anticipées au Groenland ont provoqué une redistribution des forces politiques. Depuis les premières élections en 1979, le parti social-démocrate Siumut dominait la scène.

La force du mouvement d'opposition aux projets miniers en uranium et terres rares a provoqué des élections anticipées. La lutte contre l'extractivisme est la principale orientation du parti de gauche « *Inuit Ataqatigiit* » (IA, soit « communauté du peuple »). IA a remporté le scrutin avec 36,6 % des suffrages, battant largement Siumut (29,4 %).

La compagnie australienne Greenland Minerals (GM) avait obtenu en 2007 une licence pour exploiter un site du Groenland. Elle a dépensé beaucoup d'argent pour vanter les avantages d'une exploitation dont les ressources serviraient les nouvelles énergies renouvelables.

Les opérations de raffinage des minéraux sont très polluantes et consommatrices d'eau, poussant les compagnies étasuniennes et canadiennes à fermer leurs sites locaux et se tourner vers les ressources du sol chinois.

Les groupes miniers chinois ont profité de cette situation. Ils ont établi un quasi-monopole sur beaucoup de métaux et terres rares. Le mépris de la force de travail en Chine « communiste » leur a permis de devenir des géants miniers, qui ont commencé à prendre des participations dans des sociétés à l'étranger. Ainsi le principal actionnaire de la compagnie GM est une firme d'État chinoise.

GM promettait de belles retombées financières, 200 millions d'euros par an. Elles n'ont pas convaincu une majorité de la population. La défense de la pêche et de l'agriculture comme sources de revenus ont prévalu. Mariane Paviassen, élue de IA, a bien résumé ce choix : « *Cela ne peut pas être une bonne méthode de détruire un pays pour en rendre un autre plus propre.* »

José Sanchez



Faeza, Syrienne de 25 ans, est arrivée au Danemark en 2014. Son titre de séjour lui a été retiré début avril.

International Racisme DANEMARK

RENVOIS DES RÉFUGIÉ·E·S SYRIEN·NE·S: UNE HONTE!

Le gouvernement socio-démocrate du Danemark accélère les retraits de permis de séjour à des réfugié·e·s syrien·ne·s du fait d'une situation jugée « sûre » dans la capitale syrienne et ses environs.

Depuis l'été 2020, 189 Syrien·ne·s se sont vu·es privé·e·s de permis de séjour suite à la décision de Copenhague de réexaminer les dossiers d'environ 1250 Syrien·ne·s originaires de Damas, sous la domination du régime de Bachar el-Assad. Le motif? La situation actuelle n'y est plus de nature à justifier un permis de séjour. Une partie des débouté·e·s, qui n'avaient à l'origine obtenu qu'un permis temporaire, ont été placé·e·s en centre de rétention.

Le groupe fascisant Génération Identitaire s'en est réjoui et a posé des affiches où l'on peut lire : « *Bonne nouvelle, vous pouvez maintenant retourner dans votre Syrie ensoleillée, votre pays a besoin de vous.* ». Cependant, les expulsions restent pour l'heure

suspendues, en l'absence de liens entre le gouvernement danois et le régime syrien.

Cette décision du gouvernement danois s'inscrit dans une série de mesures qui visent les populations étrangères. Les autorités ont imposé l'enseignement des « valeurs danoises » aux enfants des quartiers paupérisés et fortement habités par des populations musulmanes que le gouvernement a qualifiées de « ghettos ». Ils ont en outre doublé les peines pour certains crimes dans ces zones. Des centaines de réfugié·e·s somalien·ne·s ont également perdu leur permis de séjour après que le Danemark a jugé la Somalie comme pays sûr.

En décembre dernier, l'interdiction d'expulsion de l'Allemagne vers la Syrie a expiré. Cela

permet à Berlin d'expulser des individus ayant commis des infractions pénales ou considéré·e·s comme présentant un risque grave pour la sécurité publique. Toutefois, le pays scandinave est le premier de l'UE à renvoyer en Syrie des réfugié·e·s qui n'ont pas enfreint la loi.

Situation sûre?

La Syrie souffre de destructions massives et son économie est aux abois avec plus de 90 % de la population vivant sous le seuil de pauvreté. Le régime despotique de Bachar al-Assad a reconquis les deux tiers du territoire.

Des groupes de défense des droits humains ont fait état de diverses menaces à l'encontre des réfugié·e·s qui retourneraient en Syrie. Des centaines de Syrien·ne·s rentré·e·s au pays ont disparu, tandis que les futur·e·s rapatrié·e·s risquaient d'être détenu·e·s, torturé·e·s et tué·e·s, selon le Réseau syrien des droits de l'homme et d'autres organisations. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a déclaré sa préoccupation de la décision des autorités danoises et ne considère pas que la situation soit suffisamment stable pour justifier la fin de la protection internationale des réfugié·e·s syrien·ne·s.

Défendons le droit de rester de tou·te·s les réfugié·e·s dans des conditions dignes et opposons-nous à ces politiques morbides de la forteresse Europe.

Joseph Daher



Affiche électorale de Daniel Ortega recouverte par des protestataires, Managua, 2008

Jorge Mejía Peraita

« Justice ou démocratie : les deux ! »

Dans sa conclusion, Matthias Schindler critique les faiblesses de la période sandiniste (absence de démocratie au sein du FSLN, utilisation des organisations de masse comme courroies de transmission politique, confrontation avec les minorités ethniques). Le FSLN n'a jamais pris au sérieux la question de la démocratie interne. Le programme historique du FSLN est très avancé sur les revendications politiques et économiques et sur les tâches d'un futur gouvernement révolutionnaire. Par contre, les formes concrètes l'organisation politique de la nouvelle société sont absentes. La pleine participation du peuple évoquée reste au niveau des déclarations d'intention. Dans les faits, la direction des commandants du FSLN est toute-puissante. Leur double rôle (dirigeants d'une organisation politique et ministres du gouvernement) réduit l'indépendance des nouvelles structures de décision.

Ce modèle a eu des conséquences sur le fonctionnement des autres organisations dans la société civile et sur la vie démocratique, malgré toutes les bonnes déclarations officielles. Les conditions de guerre ne justifiaient pas ces évolutions, même si elles les ont largement facilitées. La tentative de transformation révolutionnaire issue de la lutte contre la dictature de Somoza ne fut pas un évènement erroné ni téméraire, même si l'environnement international n'était pas favorable.

Aujourd'hui, la réflexion critique et autocritique devrait aussi porter sur l'exercice du pouvoir et les conditions politico-sociales durant la période révolutionnaire. « Il faut refuser fermement toute tentative de séparer les intérêts légitimes sociaux du peuple de son désir, également juste, de vivre dans des conditions libres et démocratiques... il n'y a pas de socialisme sans démocratie, il n'y a pas de démocratie sans socialisme. »

José Sanchez

À lire Histoire Nicaragua

LA RÉVOLUTION TRAHIE ?

Matthias Schindler a activement participé aux campagnes de solidarité avec la révolution nicaraguayenne des années 1980. Son livre témoigne de l'espoir que cette nouvelle situation suscitait. Puis il jette un regard très critique sur les dérives du Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

Le premier drame de cette révolution est qu'elle est survenue dans un contexte international très défavorable, après l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979 et l'arrivée de Ronald Reagan à la Maison-Blanche. Le renversement de la dictature de Somoza s'était fait au prix de plusieurs dizaines de milliers de victimes et de destructions importantes. Rapidement, la nouvelleunte révolutionnaire a été la cible d'une guerre ouverte menée par les États-Unis, qui financeront une armée de mercenaires, pour la plupart d'anciens membres de la garde nationale somoziste.

Animateur à Hambourg d'une association de solidarité, Matthias travaillera sur plusieurs projets concrets avec des brigades de travail internationales. Son regard reste très lucide sur les difficultés des progrès de la révolution, qui ne s'expliquent pas seulement par les conditions matérielles.

Les dérives autoritaires de certains courants du FSLN, s'appuyant sur le modèle cubain, vont renforcer

les mécanismes bureaucratiques et affaiblir la participation et la démocratie des forces populaires.

La « piñata » remplace Sandino

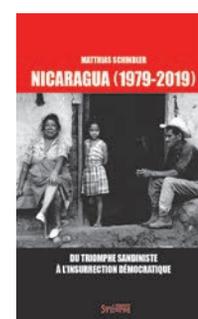
La défaite électorale du FSLN en 1990 est aussi une sanction contre cette évolution politique. Les contre-réformes libérales des années 1990 vont détruire la cohésion sociale et aiguïser les tendances opportunistes et carriéristes, déjà présentes au sein du FSLN. Ce mouvement va se transformer en une force politique traditionnelle, abandonnant ses objectifs de transformation sociale et devenir une machine électorale au service du clan Ortega, un des chefs du FSLN élu président en 1984.

Quelques jours après sa défaite électorale, le FSLN va s'approprié un grand nombre de propriétés agricoles, de sociétés, d'immeubles et d'actions et les transférer à des personnes physiques. Ce processus d'enrichissement individuel est connu sous le nom de *Piñata*. Selon l'ancien ministre de la culture de la

junte sandiniste, le très populaire prêtre Ernesto Cardenal, « la révolution cessa d'être une révolution ».

Ces agissements vont causer de grands dommages politiques et vont transformer la nomenclature sandiniste de l'État et du parti en une nouvelle fraction de la bourgeoisie. Les accord secrets passés avec le président conservateur Aléman et les gages donnés à l'Église catholique, en reniant notamment le droit à l'avortement, représentent les éléments les plus visibles de ce nouveau positionnement. Vont suivre les fraudes électorales et les modifications de la Constitution dans le but de construire au Nicaragua un système de bipartisme.

Le retour d'Ortega à la présidence en 2006 assurera une continuité avec les politiques libérales antérieures pleinement assumée et imposée au prix d'une confrontation sociale, accompagnée par une répression policière. À partir de 2018, la violence d'État de plus en plus féroce fait entrer le Nicaragua dans une nouvelle ère.



Matthias Schindler, *Nicaragua (1979-2019) Du triomphe sandiniste à l'insurrection démocratique*, éditions Syllepse, 2021



En images

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidaritéS - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

solidaritéS

387

22.04
2021

C'est quoi ce journal ?

Vous tenez en main le journal du mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste solidaritéS, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel.

Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse

romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement,

politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir!

Abonnez-vous !

Abonnements

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: abos@solidarites.ch ou solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

- **solidarités**
- Case Postale 2089
- 1211 Genève 2
- ou abos@solidarites.ch
- ou +41 22 740 07 40

Sommaire

3	National Christian Levrat: une nomination symbolique	4	Votations Agriculture: messages clairs, mesures floues	5	Genève Pour la création d'emplois écologiques et solidaires	6	Genève Retour sur un week-end de luttes: une convergence nécessaire	7	Fribourg Horaires d'ouverture des magasins: mieux répartir les flux de clientèle?	8-9	International Le panafricanisme contre «le présent colonial!»	10	Féminisme Pas de criminalisation de la Grève féministe!	11	Queer Quelle réponse radicale au référendum contre le mariage pour toutes et tous?	12	Écologie L'océan devient plus stable - et ce n'est pas une bonne nouvelle	13	Monde du travail Défaite syndicale chez Amazon	14	International Groenland: non à l'uranium!	15	À lire Nicaragua: La révolution trahie ?
----------	--	----------	--	----------	---	----------	---	----------	---	------------	---	-----------	---	-----------	--	-----------	---	-----------	--	-----------	---	-----------	--

International
Danemark: renvois des réfugié-e-s syrien-ne-s: une honte!

Neuchâtel
Élections: résultats amers

Vaud
L'écologie selon le Conseil d'État: les profits privés d'abord